

Unité Départementale des Côtes d'Armor

Plérin, le 29 juillet 2022

11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PROTAC OUEST (P1)

ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie
BP 90322
22400 LAMBALLE-ARMOR

Code AIOT : 0005500091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2022 dans l'établissement PROTAC OUEST (P1) implanté ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 LAMBALLE-ARMOR. L'inspection a été annoncée le 17/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Nous avons procédé le 29/03/2022, en application de l'article L.171-1 du Code de l'Environnement, à une visite d'inspection de l'établissement spécialisé dans le travail et le traitement du bois, exploité par la société PROTAC OUEST P1, sur la commune de LAMBALLE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTAC OUEST (P1)
- ZA de Lanjouan - rue de la Saudraie BP 90322 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005500091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société PROTAC OUEST P1 est un établissement spécialisé dans le travail et le traitement du bois sur la commune de LAMBALLE. Le site dispose de :

- 2 ateliers de traitement par autoclave composé de 3 autoclaves,
- 1 zone composé d'un bac de traitement par trempage,
- 3 ateliers de travail du bois,
- plusieurs zones de stockage des produits.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Biocide,
- Suites de l'inspection du 8 avril 2021
- Autosurveillance des rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
14	Modification soumise à examen au cas par cas	Code de l'environnement du 21/03/2022, article R.122-2 II	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
15	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 I	/	Prescriptions complémentaires	
16	Rétentions - Incident pollution 2021	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 7.5.3	/	Prescriptions complémentaires	2 mois
18	Piézomètre - Caractéristiques techniques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 66-3°	/	Prescriptions complémentaires	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Stockage, utilisation et élimination	Autre du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet
11	Etiquetage	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10	/	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 6.2.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Type de produit biocide utilisé sur le site	Autre du 22/05/2012, article Annexe V	/	Sans objet
1	Détention de la FDS du produit biocide	Autre du 18/12/2006, article 31.1	/	Sans objet
2	Version de la FDS détenue	Autre du 18/12/2006, article 31.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Accessibilité des FDS par les salariés	Autre du 18/12/2006, article 35	/	Sans objet
4	Mise à jour des FDS	Autre du 18/12/2006, article 31.9	/	Sans objet
5	Format des FDS	Autre du 18/12/2006, article 31.6	/	Sans objet
6	Substance(s) active(s) présentes	Autre du 22/05/2012, article /	/	Sans objet
7	Substance(s) active(s) valide(s)	Autre du 22/05/2012, article 89.2	/	Sans objet
8	Usage du produit biocide	Autre du 18/12/2006, article 31.6	/	Sans objet
9	Déclaration SIMMBAD du produit biocide	Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-18	/	Sans objet
12	Dispositions constructives nouvelle ligne	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 11	/	Sans objet
15	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 I	/	Sans objet
17	Rétentions - Incident pollution 2022	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 7.5.3	/	Sans objet
18	Piézomètre - Caractéristiques techniques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 66-3°	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'occasion de cette visite, l'inspection des installations classées a relevé un constat majeur relatif à l'absence de dépôt de demande d'examen au cas par cas pour le projet d'installation de la nouvelle ligne de rabotage. Cette absence de demande constitue une non-conformité à l'article R.122.2 II du Code de l'Environnement. De ce fait, ce constat fait l'objet d'une proposition de mise en demeure à Monsieur le Préfet.

Sur l'action nationale biocide, il a été constaté des problème d'étiquetage pour le Celcure AC-500. Un affichage sur le bardage de la cuve de stockage du produit brut doit être mis en place par l'exploitant.

Concernant le surplus de produit brut lors des livraisons, l'exploitant ne doit plus réutiliser des IBC vides usagés. Il doit disposer d'un stock d'IBC neufs et veiller à apposer le bon étiquetage sur ces IBC une fois la livraison terminée.

Concernant la rétention, l'exploitant devra veiller à ce que les joints, présents au niveau de la zone

de stockage du produit et la zone d'égouttage, soit en parfait état afin qu'il n'y ait aucun risque de pollution par des sols.

Enfin, concernant l'incident de pollution survenue en 2021, l'exploitant n'ayant pas transmis le plan de gestion de la zone impactée par la pollution au cuivre, il est proposé d'acter cette demande par un arrêté préfectoral complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N°0 : Type de produit biocide utilisé sur le site

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article Annexe V
Thème(s) : Produits chimiques, Type de produit (TP)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Utilisation du produit biocide sur le site. Type de Produit (TP) correspondant au sens de l'annexe V du Règlement (UE) n° 528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/12 relatif à la mise à disposition sur la marché et l'utilisation des produits biocides (RPB).
Constats : Contrôle des 2 produits de traitement de bois utilisé sur le site de PROTAC OUEST P1 : <ul style="list-style-type: none">• Pour le traitement par autoclave : Celcure AC-500 (TP08)• Pour le traitement par bac de trempage : Sarpeco 9+ (TP08)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°1 : Détention de la FDS du produit biocide

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Produits chimiques, Détention de la FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 31.1 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006) : « 1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou une préparation répond aux critères de classification comme substance ou préparation dangereuse conformément aux directives 67/548/CEE ou 1999/45/CE, ou b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »
Constats : L'exploitant détient les FSD et les fiches techniques des 2 produits contrôlés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Version de la FDS détenue

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Produits chimiques, Langue de la FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 31.5 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006) : «La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle des État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement. »
Constats : Les FDS consultées sont en français.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Accessibilité des FDS par les salariés

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Produits chimiques, Accessibilité de la FDS aux salariés concernés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 35 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006) : « Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »
Constats : Les FDS sont accessibles aux salariés en contact avec le produit biocide en version papier. Pour le Celcure AC-500, la FDS et la fiche technique sont disponibles dans le poste de travail de l'atelier de traitement par autoclave (dans le classeur sur le bureau et dans le support d'affichage). Pour le Sarpeco9+, la FDS et la fiche technique sont disponibles dans un classeur rangé dans une boîte fixée au mur à côté de la console de commande du remplissage du bac de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Mise à jour des FDS

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.9
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à jour de la FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 31.9 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006) : « (...) La nouvelle version datée des informations, identifiée comme "Révision: (date)", est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique à tous les destinataires antérieurs à qui ils ont livré la substance ou la préparation au cours des douze mois précédents. (...) »
Constats : Les FDS sont à jour. Koppers Celcure AC-500 : Date de révision : 26/10/2020 (pur) <ul style="list-style-type: none">- Produit pur : Date de révision : 26/10/2020- Produit dilué à 3% : Date de révision : 15/04/2021 Adkalis Sarpeco9+ : <ul style="list-style-type: none">- Produit pur : Version 11.1 du 04/10/2019
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Format des FDS

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Format de la FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31.6 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006) :</p> <p>« La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers ; 3) composition/informations sur les composants ; 4) premiers secours ; 5) mesures de lutte contre l'incendie ; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle ; 7) manipulation et stockage ; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle ; 9) propriétés physiques et chimiques ; 10) stabilité et réactivité ; 11) informations toxicologiques ; 12) informations écologiques ; 13) considérations relatives à l'élimination ; 14) informations relatives au transport ; 15) informations relatives à la réglementation ; 16) autres informations. » <p>Annexe II du règlement REACH (exigences concernant l'établissement de la fiche de données de sécurité).</p>
<p>Constats : Les FDS fournies sont sous le format de l'annexe II de REACH :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FDS en 16 rubriques - classification correspondant au règlement CLP en section 2 - étiquetage CLP en section 2
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Substance(s) active(s) présentes

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article /
Thème(s) : Produits chimiques, Substance(s) active(s) présente(s) dans le produit biocide
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Règlement (UE) n° 528/2012 du parlement européen et du conseil du 22/05/12 relatif à la mise à disposition sur la marché et l'utilisation des produits biocides (RPB). Caractéristiques de la/des substance(s) active(s) présente(s) dans le produit biocide : nom, n° CAS...
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Celcure AC-500 :<ul style="list-style-type: none">◦ 2-aminoethanol - CAS: 141-43-5◦ Basic Copper Carbonate (CARBONATE DE CUIVRE) – CAS : 12069-69-1◦ Alkyl (C12-16) dimethylbenzyl ammonium chloride – CAS : 68424-85-1◦ ACIDE BORIQUE – CAS : 10043-35-3◦ 2,2'-iminodiethanol – CAS : 111-42-2• Sarpeco 9+ :<ul style="list-style-type: none">◦ ETHER MONOETHYLIQUE DU DIPROPYLENEGLYCOL – CAS : 34590-94-8◦ TENSIOACTIF NON IONIQUE – CAS : 127036-24-2◦ PERMETHRINE – CAS : 52645-53-1◦ 1-METHOXY-2-PROPANOL - CAS : 107-98-2◦ TEBUCONAZOLE – CAS : 107534-96-3◦ PROPICONAZOLE – CAS : 60207-90-1◦ BUTYLCARBAMATE DE 3-iodo-2-propynyle (IPBC) – CAS : 55406-53-6
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Substance(s) active(s) valide(s)

Référence réglementaire : Autre du 22/05/2012, article 89.2
Thème(s) : Produits chimiques, Substance(s) active(s) approuvée(s) ou dans le programme d'examen
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 89.2 du RPB (Règlement (UE) n° 528/2012) : « (...) Il [l'État membre] ne peut autoriser, conformément à ses dispositions nationales, la mise à disposition sur le marché sur son territoire que d'un produit biocide contenant des substances actives existantes qui ont été ou sont évaluées en vertu du règlement (CE) n° 1451/2007 de la Commission du 4 décembre 2007 concernant la seconde phase du programme de travail de dix ans visé à l'article 16, paragraphe 2, de la directive 98/8/CE (1), mais qui n'ont pas encore été approuvées pour le type de produits en question. Par dérogation au premier alinéa, s'il a été décidé de ne pas approuver une substance active, un État membre peut continuer à appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché des produits biocides pendant douze mois au maximum après la date à laquelle a été prise la décision de ne pas approuver une substance active conformément au paragraphe 1, troisième alinéa. »

Constats : <ul style="list-style-type: none"> • Celcure AC-500 : 5 substances actives <ul style="list-style-type: none"> ◦ Basic Copper Carbonate (CARBONATE DE CUIVRE) : approuvé pour TP08 ◦ Alkyl (C12-16) dimethylbenzyl ammonium chloride : approuvé pour TP03, 04 et 08 ◦ ACIDE BORIQUE : approuvé pour TP08 ◦ 2-aminoethanol et 2,2'-iminodiethanol : pas d'approbation • Sarpeco 9+ : 7 substances actives <ul style="list-style-type: none"> ◦ PERMETHRINE : approuvé pour TP08 et 18 ◦ TEBUCONAZOLE : approuvé pour TP07, 08 et 10 ◦ PROPICONAZOLE : approuvé pour TP07, 08 et 09 ◦ BUTYLCARBAMATE DE 3-iodo-2-propynyle (IPBC) : approuvé pour TP06, 08 et 13 ◦ ETHER MONOETHYLIQUE DU DIPROPYLENEGLYCOL, TENSIOACTIF NON IONIQUE et 1-METHOXY-2-PROPANOL : pas d'approbation
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Usage du produit biocide

Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 31.6
Thème(s) : Produits chimiques, Usage du produit biocide
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Point 1.2 de la Fiche de données de sécurité (FDS) : « Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées ». Contenu de la FDS défini par l'article 31.6 et l'annexe II du règlement REACH.
Constats : L'exploitant utilise les produits pour l'usage prévu à savoir le traitement du bois. Le Celcure AC-500 est utilisé en autoclave pour obtenir des bois de classe 3 et 4. Le Sarpeco 9+ est utilisé en trempage pour obtenir des bois de classe 2 et 3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Déclaration SIMMBAD du produit biocide

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2016, article R.522-18
Thème(s) : Produits chimiques, Déclaration dans SIMMBAD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R.522-18 du Code de l'Environnement : « La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national.

<p>Elle comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° Le nom du responsable de la mise à disposition sur le marché du produit ; 2° Le nom commercial du produit ; 3° Le ou les types de produits présentés conformément à l'annexe V du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012 ; 4° Le nom et la quantité ou la concentration de chacune des substances actives contenues dans le produit ; 5° La classification du produit selon le règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 ; 6° La fiche de données de sécurité prévue par l'article 31 du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006 ; 7° Le type d'usage ; 8° Le numéro de dossier figurant sur le registre des produits biocides défini à l'article 71 du règlement (UE) n° 528/2012 du 22 mai 2012, ou, le cas échéant, le numéro de l'autorisation de mise à disposition sur le marché du produit ; 9° Le cas échéant, les catégories d'utilisateurs auxquels le produit est destiné. »
<p>Constats : Les produits biocide sont déclarés dans SIMMBAD.</p> <p>Celcure AC-500 : N°Inventaire : 5910</p> <ul style="list-style-type: none"> • Basic Copper Carbonate : il est indiqué 17 % sur la FDS alors que le pourcentage est de 17,3 % sur SIMMBAD • Boric acid 5,0 % • Alkyl (C12-16) dimethylbenzyl ammonium chloride 4,8 % <p>Sarpeco 9+ : N°Inventaire : 66888</p> <ul style="list-style-type: none"> • PERMETHRINE $1 \leq x \% < 2.5$ – 2 % m/m SIMMBAD. Le pourcentage indiqué sur la FDS est compris dans cette tranche • TEBUCONAZOLE $1 \leq x \% < 2.5$ – 1,1 % m/m SIMMBAD. Le pourcentage indiqué sur la FDS est compris dans cette tranche • PROPICONAZOLE $1 \leq x \% < 2.5$ – 1,1 % m/m SIMMBAD. Le pourcentage indiqué sur la FDS est compris dans cette tranche • BUTYLCARBAMATE DE 3-iodo-2-propynyle (IPBC) $1 \leq x \% < 2.5$ – 1 % m/m SIMMBAD. Le pourcentage indiqué sur la FDS est compris dans cette tranche
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N°10 : Stockage, utilisation et élimination

<p>Référence réglementaire : Autre du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle de prescriptions de la FDS</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 37.5 du règlement REACH (Règlement (CE) no 1907/2006) :</p> <p>«(...) 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique. c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.»

Constats :

Concernant le Celcure AC-500 :

- Conditions de stockage : Le produit pur est stocké dans une cuve simple en inox de 20 000 litres, posée sur la dalle de rétention. La cuve est protégée par un bardage en bois.

Des IBC de différents produits sont présents sur la dalle de rétention à côté de la cuve de 20 000 litres. Il a été constaté lors du contrôle du celbronze (colorant), de l'additive SBI (anti-corrosif) et la présence de 2 IBC étiquetés Celcure C4. Post-inspection, l'exploitant a transmis les FDS et fiches techniques du celbronze et de l'additive SBI.

Le Celcure C4 n'est plus autorisé depuis mi 2021. L'exploitant a indiqué que ces IBC ont été remplis de Celcure AC-500 lors de la dernière livraison. Il a expliqué à l'inspection que le camion de livraison devant repartir à vide, le surplus a dû être mis dans des IBC vides présents sur le site.

Il a été rappelé à l'exploitant que cette pratique est contraire à la FDS. En effet, il est bien indiqué sur la FDS : "Ne pas réutiliser les conteneurs vides".

Post-inspection, l'exploitant a indiqué se porter garant que le produit contenu dans les anciens IBC de Celcure C4 correspond à du CELCURE AC-500. Un réétiquetage de ces IBC a été fait.

La zone de stockage est bien ventilée. Elle est étanche mais étant assez longue elle possède des joints de liaison. Lors de la visite, cette zone n'était pas sèche (présence de produit de traitement au sol).

Au niveau de la zone de stockage du Celcure AC-500, l'exploitant devra s'assurer que les joints soient toujours étanches et en bon état.

En cas de déversement accidentel ou d'égouttures importantes dues à la zone proche d'égouttage des bois en sortie d'autoclave, il devra procéder à son nettoyage pour éviter que les joints soient recouvert de produit de traitement et que cette zone reste trop humide.

- Conditions d'utilisation : Les EPI sont stockés dans de bonnes conditions dans une armoire du local de travail des autoclaves. Lors de l'inspection, il a été constaté la mise à disposition de masque et de lunette. Post-inspection, l'exploitant a mis à disposition des employés un masque intégral comme recommandé sur la FDS. Les tenues et chaussures de travail des manipulateurs sont entreposés dans le vestiaire dédié à l'activité près des autoclaves.

Une fontaine oculaire est disponible dans le local de travail des autoclaves et une douche de sécurité est disponible dans le vestiaire.

- Conditions d'élimination : Conformes à la FDS.

Eliminateur : Chimirec.

Lors de la visite, un IBC d'ancien produit de traitement était présent dans la rétention. Post-inspection, l'exploitant a transmis une copie de sa demande d'enlèvement.

Concernant le Sarpeco 9+ :

- Conditions de stockage : Les conditions de stockage sont respectées.

Seulement 2 IBC (1 branché au système de pompe pour alimenter la cuve et 1 en stock) sont stockés du côté autoclaves derrière la cuve de traitement sur la rétention.

Lors de la visite, 1 IBC de Surtec (produit d'affûtage) était présent avec un mauvais étiquetage. Post-inspection, l'exploitant a fait évacuer cet IBC par Chimirec.

- Conditions d'utilisation : Idem Celcure AC-500.

- Conditions d'élimination : Idem Celcure AC-500.

Rappel : Conformément aux FDS, l'exploitant ne devra plus utiliser d'anciens IBC vides. En cas de surplus lors des livraisons, il devra disposer d'IBC neufs.

Observations : L'exploitant a fait part à l'inspection de son projet de remplacer la cuve de 20 000 litres par une cuve de 40 tonnes afin de supprimer les IBC de réserve (stock supplémentaire).

La quantité totale de biocide sur site ne changera pas. L'augmentation de capacité de la cuve de stockage permettra de faciliter les livraisons.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, Etiquetage du produit biocide – transvasement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 10 de l'arrêté ministériel du 19/05/04 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides :</p> <p>« En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ; b) Le numéro de l'autorisation ; c) Le type de préparation ; d) Les utilisations autorisées du produit biocide ; e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ; f) Les indications des effets secondaires défavorables, y compris les effets indirects, susceptibles de se produire, et les instructions de premiers secours ; g) La phrase "Lire les instructions ci-jointes avant l'emploi", dans le cas où le produit est accompagné d'une notice explicative ; h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ; i) Le numéro ou la désignation du lot de la préparation et de la date de péremption dans des conditions normales de conservation ; j) Le délai nécessaire pour l'apparition de l'effet biocide et sa durée d'action, l'intervalle à respecter entre les applications du produit biocide ou entre l'application et l'utilisation ultérieure du produit, de la matière ou de la surface qui a été traitée ou l'accès ultérieur de l'homme ou des animaux à la zone d'utilisation du produit biocide, y compris des indications concernant les moyens et mesures de décontamination et la durée de ventilation nécessaire des zones traitées ; k) Des indications concernant le nettoyage du matériel ; l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ; <p>et, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> m) Les catégories d'utilisateurs auxquels l'usage du produit biocide est réservé ; n) Des informations sur tout risque spécifique pour l'environnement, en particulier pour protéger les organismes non visés et éviter la contamination de l'eau. <p>Dans le cas des produits biocides microbiologiques, ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions réglementaires spécifiques relatives à l'étiquetage de ces produits.</p> <p>Les indications requises aux points a, b, d et, le cas échéant, g et m, doivent figurer sur l'étiquette du produit. Les indications requises aux points c, e, f, h, i, j, k, l et n peuvent figurer sur un autre endroit de l'emballage ou faire l'objet d'une notice explicative qui accompagne l'emballage et en fait partie intégrante.</p> <p>Sans préjudice de l'application des dispositions transitoires prévues par les articles 29 et 30 du décret du 26 février 2004, les indications mentionnées aux points b, d et e ne sont pas requises pour les produits biocides contenant une ou des substances actives biocides figurant sur la liste communautaire des substances actives présentes sur le marché au 14 mai 2000, jusqu'à l'intervention de la décision d'autorisation prévue au chapitre II du titre II du livre V du code de l'environnement. (...)</p> <p>Les dispositions du présent article s'appliquent également en cas de transvasement d'un produit biocide dans un autre récipient. (...)</p>

Point 2.2 de la FDS – éléments d'étiquetage :

- pictogrammes,
- mentions d'avertissement,
- mentions de danger,
- conseils de prudence.

Constats :

Concernant le Celcure AC-500 :

Le produit pur est stocké dans une cuve simple en inox de 20 000 litres, posée sur la dalle de rétention. La cuve est remplie par camion (tuyau de raccordement fixe).

La cuve est protégée par un bardage en bois. Aucun étiquetage n'est présent sur le bardage de cette cuve.

Des IBC de réserve du produit sont stockés à côté de la cuve de 20 000 litres. Lors de la visite, ces IBC étaient stockés en hauteur (au-dessus de 2 IBC), rendant le contrôle des étiquettes difficiles.

Cependant, il a été constaté que 2 IBC étaient étiquetés "Celcure C4". Ce produit n'est plus autorisé depuis mi 2021. L'exploitant a indiqué que ces IBC ont été remplis de Celcure AC-500 lors de la dernière livraison. Il a expliqué à l'inspection que le camion de livraison devant repartir à vide, le surplus a dû être mis dans des anciens IBC vides présents sur le site. Post-inspection, l'exploitant a adressé un courrier à l'inspection garantissant que le produit contenu dans les anciens IBC de Celcure C4 correspondait bien à du CELCURE AC-500. Un réétiquetage de ces IBC a été fait.

Le Celcure AC-500 étant livré par camion, aucune date de péremption n'est indiquée sur les conteneurs.

Des IBC de différents produits sont également présents sur la dalle de rétention à côté de la cuve de 20 000 litres. Il a été constaté lors du contrôle du celbronze (colorant) et de l'additive SBI (anti-corrosif). Post-inspection, l'exploitant a transmis les FDS et les fiches techniques de ces 2 produits. L'étiquetage de ces IBC était conforme.

Les autoclaves contiennent du Celcure AC-500 dilué. Lors de la visite, aucun étiquetage correspondant était affiché à l'entrée des locaux ou sur les autoclaves.

Post-inspection, l'exploitant a mis en place l'étiquetage correspondant et a transmis une photo avec l'affichage de la FDS simplifiée du Celcure AC-500 dilué à l'entrée des locaux des autoclaves.

Concernant le Sarpeco 9+ :

Seulement 2 IBC (1 branché au système de pompe pour alimenter la cuve de traitement et 1 en stock) sont entreposés du côté autoclaves derrière la cuve de traitement sur la rétention.

Lors de la visite, les IBC du produit étaient disposés de manière que les étiquettes n'étaient pas correctement accessibles. De plus, il a été constaté que les bordereaux de livraison étaient apposés sur l'étiquetage des IBC, les rendant illisibles.

La date de péremption de l'IBC relié à la pompe a pu être contrôlée : 22/06/2023. L'étiquette de l'IBC de stock n'a pas pu être contrôlée lors de la visite car elle n'était pas suffisamment accessible et lisible.

Il a été demandé à l'exploitant de veiller à disposer les IBC de manière à ce que les étiquettes restent bien visibles et accessibles et de rappeler à son fournisseur de ne pas mettre les étiquettes de livraison sur l'étiquetage des cuves.

La cuve de traitement est correctement étiquetée.

L'exploitant devra mettre en place l'étiquetage du Celcure AC-500 sur le bardage de la cuve de stockage du produit pur.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Dispositions constructives nouvelle ligne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives nouvelle ligne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dispositions constructives</p> <p>Les locaux de structure fermée présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>Ouvrages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - murs extérieurs porteurs ou systèmes poteaux-poutres : R 60 - murs séparatifs intérieurs : EI 60 - planchers/sol : REI 60 - portes et fermetures : EI 60 - toitures et couvertures de toiture : BROOF (t3) - Cantonnement : DH 60 - Eclairage naturel : classe d0 <p>[...] Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>La surface des mezzanines occupe au maximum 50 % de la surface du niveau au sol de l'atelier. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté les éléments suivants :</p> <p>L'atelier est coupe-feu sur 3 faces.</p> <p>- <u>Murs extérieurs</u> : l'exploitant a transmis post-inspection 2021 les justificatifs que les murs extérieurs sont de type A1. Lors de la visite, il a été constaté que la partie basse est en béton plein. La partie haute est en panneau sandwich laine minérale. Ces panneaux sont fixés sur une armature métallique. L'exploitant vérifiera les dispositions de cette armature dans la documentation technique mais il a confirmé que la commande avait été claire lors de la réalisation de l'atelier.</p> <p>- <u>Structure porteuse</u> : La structure porteuse de l'atelier est à minima R60. Le point d'attache à la structure d'origine du auvent ne constitue pas un élément porteur dans la structure.</p> <p>- <u>Ouvertures</u> : les portes sont REI 120 et sont reliées à la détection incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs de l'AP.
Constats : L'exploitant a indiqué que la campagne des mesures de bruit était décalée début avril. Elle a été finalisée le 10 mai 2022. L'exploitant est en attente du rapport. L'exploitant devra transmettre à l'Inspection, dans un délai d'un mois, les résultats de la campagne de mesures acoustiques réalisée en 2022. En cas de non conformité, il devra accompagner son courrier de la liste des mesures prévues pour un retour à la conformité et un échéancier en cas de réalisation de travaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°14 : Modification soumise à examen au cas par cas

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/03/2022, article R.122-2 II
Thème(s) : Autre, Examen au cas par cas
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. – Les modifications ou extensions de projets déjà autorisés, qui font entrer ces derniers, dans leur totalité, dans les seuils éventuels fixés dans le tableau annexé ou qui atteignent en elles-mêmes ces seuils font l'objet d'une évaluation environnementale ou d'un examen au cas par cas. [...]
Constats : Suite à l'instruction du porter à connaissance reçu le 07/08/2020 concernant l'installation de la nouvelle ligne de rabotage, une demande de compléments a été adressée à la société le 22/01/2021. Les compléments attendus portent sur la nécessité de déposer une demande d'examen au cas par cas accompagnée des compléments attendus sur le volet risque. A ce jour, la demande d'examen au cas par cas et les compléments au PAC n'ont toujours pas été reçus. L'exploitant devra transmettre à la Préfecture, copie à l'Inspection, les compléments demandés par courrier du 22/01/2021, notamment le formulaire d'examen au cas par cas.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 I
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à jour du cadre de surveillance des eaux pluviales et souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe la nature et la fréquence des mesures définissant le programme de surveillance des émissions. Les articles 59 et 60 (*) précisent, pour la plupart des polluants, la nature et la fréquence minimale à imposer selon les flux totaux autorisés (canalisés et diffus). En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite au changement de produit de traitement sur le site, une mise à jour du cadre de surveillance est nécessaire.</p> <p>Au vu des produits actuellement utilisés, il est proposé de fixer par arrêté préfectoral complémentaire la mise à jour suivante :</p> <p>Pour la surveillance des eaux pluviales : ajout du suivi des paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au point de rejet 1 : <ul style="list-style-type: none"> - Ammonium : 0,5 mg/l (DCE : valeur du bon état) - Acide borique : Limite de quantification (LQ) - IPBC : LQ - Cuivre et ses composés (en Cu) : 0,150 mg/l (AM du 02/02/1998) • Ajout d'un suivi du point de rejet 2 découvert en 2021 au niveau de la zone de travail du bois (rejet côté route départementale) : proposition de suivi des paramètres de l'arrêté ministériel de travail du bois pour une fréquence annuelle : <ul style="list-style-type: none"> - Température (<30°C) et pH (5,5-8,5) - Hydrocarbure totaux (code SANDRE 7009) : 10 mg/l - DCO (Code SANDRE 1314) : 125 mg/l - DBO5 (Code SANDRE 1313) : 30 mg/l - MES (Code SANDRE 1305) : 35 mg/l <p>Pour la surveillance des eaux souterraines : ajout du suivi de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ammonium code SANDRE 1335 - Acide borique code SANDRE 5919 - IPBC code SANDRE 2741 - Cuivre et ses composés (en Cu) : code SANDRE 1392
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés <p>[...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un point a été fait par rapport à la pollution déclarée en mars 2021 au niveau de la zone d'égouttage des bois traités par autoclave et constatée lors de l'inspection du 8 avril 2021.</p> <p>Les analyses de sol réalisées par l'exploitant ont démontré des teneurs en cuivre laissant conclure qu'il ne s'agit pas d'une anomalie naturelle. Aussi, par courrier du 24 février 2022, il a été demandé à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 2 mois, un plan de gestion de la zone impactée par la pollution au cuivre, conformément à l'article L.241-1 du Code de l'Environnement et de la note ministérielle d'avril 2017 relative à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'a pas transmis ce plan à l'Inspection. Aussi, comme indiqué dans le courrier, il est proposé d'acter cette demande par arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté complémentaire en ce sens est joint à ce rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 7.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100% de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés <p>[...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté qu'une descente de gouttière d'eaux pluviales (EP) avait été endommagée (probablement par un chariot élévateur lors d'une manœuvre). Cette descente d'EP se situe sur la zone étanche de rétention où a lieu l'activité de traitement des bois par autoclave. Il y avait du produit de traitement avec de l'eau sur le sol. Du produit de traitement étant affleurant à l'ouverture vers le réseau d'EP provoquée par le choc avec le chariot élévateur, du produit était probablement tombé dans le réseau EP et risquait de se déverser à nouveau.</p> <p>L'Inspection a donc immédiatement demandé à l'exploitant de faire le nécessaire pour gérer cet incident. Le réseau d'EP du site étant relié à la vanne de confinement, une fermeture de la vanne de barrage du réseau a été immédiatement réalisé pour que les eaux polluées restent sur le site.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection une fiche de notification d'incident du BARPI. Une entreprise est intervenue dans l'après-midi même pour réaliser un pompage et un curage de l'ensemble du réseaux EP. L'entreprise a pompé 2 IBC d'eaux polluées suite au nettoyage des réseaux. Une demande d'élimination des IBC a été faite par l'exploitant auprès d'une entreprise agréé.</p> <p>Enfin, la descente de gouttière a été réparée dans l'après-midi même.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place un dispositif de protection fixe et pérenne pour protéger les descentes de gouttières d'EP situées sur la zone de rétention afin d'éviter toute nouvelle dégradation et risque de pollution dans son réseau d'EP.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°18 : Piézomètre - Caractéristiques techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 66-3°
Thème(s) : Risques chroniques, Nivellement des piézomètres
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre. Le repère du nivellement est clairement identifié sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque ouvrage sont conservées.
Constats : L'inspection a indiqué à l'exploitant la nécessité de niveler les piézomètres en mètre NGF par un géomètre afin de déterminer le sens d'écoulement de la nappe. Le repère de nivellement doit ensuite être clairement identifié sur la tête d'ouvrage et de manière pérenne. Ce point étant essentiel dans le bon suivi des eaux souterraines, une prescription en ce sens est proposée dans le projet d'arrêté complémentaire joint à ce rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires